

4<sup>o</sup> activiteiten van vorming en bewustmaking van hun verschillende economische, sociale, educatieve, beschermings-, ecologische en wetenschappelijke functies. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekend zal gemaakt worden.

Namen, 17 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 93 — 328

[C — 27052]

**23 DECEMBRE 1992 — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un service social pour les Services de l'Exécutif régional wallon**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'accord du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 octobre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 1992;

Vu le protocole n° 82 du Comité de Secteur n° XVI du 18 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux agents de certaines personnes morales de droit public de bénéficier sans délai des avantages accordés par un service social;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

**Article 1er.** L'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un service social pour les Services de l'Exécutif régional wallon est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. L'Exécutif fixe le cadre du personnel de l'A.S.B.L. Service social ainsi que les règles selon lesquelles les emplois de ce cadre sont pourvus. »

**Art. 3.** Il y a lieu de remplacer l'article 4 du même arrêté par la disposition suivante :

« Article 4. § 1er. Sont bénéficiaires du Service social, les agents qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent au personnel des départements, services et organismes suivants :

1<sup>o</sup> le Ministère de la Région wallonne;

2<sup>o</sup> le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

3<sup>o</sup> le Secrétariat de l'Exécutif;

4<sup>o</sup> les Cabinets des Membres de l'Exécutif;

5<sup>o</sup> l'Office wallon de Développement rural;

6<sup>o</sup> l'Institut scientifique de Service public;

7<sup>o</sup> l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

§ 2. Sont également bénéficiaires du Service social, les agents pensionnés qui étaient en activité dans l'un des départements, services et organismes visés au § 1er avant leur mise à la retraite.

§ 3. Sont également bénéficiaires du Service social :

1<sup>o</sup> les personnes qui sont à charge de celles visées aux §§ 1er et 2, à condition qu'elles cohabitent avec ces dernières;

2<sup>o</sup> les veufs, veuves et orphelins des personnes visées aux §§ 1er et 2.

§ 4. L'A.S.B.L. Service social peut exclure du bénéfice de certains avantages les bénéficiaires d'avantages similaires offerts par un autre service social. »

**Art. 4.** Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Dans ce but, cette association reçoit :

1<sup>o</sup> pour ce qui concerne les départements et services visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, une subvention limitée aux crédits prévus à cet effet au budget administratif du Ministère de la Région wallonne;

2<sup>o</sup> pour ce qui concerne chacun des autres services et organismes, une subvention dont le montant est proportionnel à celui de la subvention visée au 1<sup>o</sup>, tenant compte du nombre de bénéficiaires respectifs, à la date du 30 juin précédant l'exercice budgétaire considéré. »

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'article 6, 1<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> l'admission en qualité de membre, de personnes appartenant aux catégories énumérées à l'article 4, à l'exclusion de celles visées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et au § 3; ».

§ 2. L'article 6, 3<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Un conseil d'administration où les mandats sont répartis à la proportionnelle entre les organisations syndicales représentatives auprès des départements, services et organismes énumérés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, conformément à l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités; ».

**Art. 6.** Il y a lieu de remplacer l'article 11 du même arrêté par la disposition suivante :

« Article 11. L'A.S.B.L. agréée établit de façon détaillée son projet de budget et sa demande de subvention. Ce budget comporte tous les éléments nécessaires à sa compréhension.

Elle prend en charge par prélèvements sur ce budget, l'ensemble des frais nécessaires à son fonctionnement, à l'exception des frais de personnel statutaire.

L'organisation du travail au sein de l'A.S.B.L. est de la compétence exclusive du conseil d'administration. »

**Art. 7.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Le personnel de l'A.S.B.L. agréée est soumis aux règles statutaires qui régissent le personnel de son département, service ou organisme d'origine.

Le dossier administratif de chaque membre de ce personnel est géré par le département, le service ou l'organisme dont il est originaire. »

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

**Art. 9.** Le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

#### ÜBERSETZUNG

D. 93 — 328

[S-C — 27052]

**23. DEZEMBER 1992.** — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des am 20. Oktober 1992 abgegebenen Einverständnisses des geschäftsführenden Ausschusses des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 28. September 1992 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 82 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. Dezember 1992;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß Grund besteht, den Bediensteten gewisser Personen öffentlichen Rechts die Möglichkeit zu geben, die Vorteile vom Sozialdienst unverzüglich zu genießen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützen Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive wird durch die folgende Überschrift ersetzt :

« Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regierung ».

**Art. 2.** Artikel 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 2. Die Exekutive legt den Stellenplan des Sozialdienstes VoE sowie die Regeln, nach den die Stellen dieses Stellenplans besetzt werden, fest. »

**Art. 3.** Es besteht Grund, Artikel 4 desselben Erlasses durch die folgende Bestimmung zu ersetzen :

« Artikel 4. § 1. Die Leistungsempfänger des Sozialdienstes sind die Bediensteten, die in irgendeiner Eigenschaft dem Personal der folgenden Abteilungen, Diensten oder Einrichtungen angehören :

1<sup>o</sup> das Ministerium der Wallonischen Region;

2<sup>o</sup> das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen;

- 3° das Sekretariat der Exekutive;
- 4° die Kabinette der Mitglieder der Exekutive;
- 5° das « Office wallon de Développement rural » (Wallonisches Amt für Ländliche Entwicklung);
- 6° das « Institut scientifique de Service public » (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststelle);
- 7° das « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung).

§ 2. Die pensionierten Bediensteten, die vor ihrer Versetzung in den Ruhestand bei einem der im Absatz 1 erwähnten Abteilungen, Diensten oder Einrichtungen im Dienst waren, sind auch Leistungsempfänger des Sozialdienstes.

§ 3. Die folgenden Personen sind auch Leistungsempfänger des Sozialdienstes :

1° die Personen, die zu Lasten der in den §§ 1 und 2 erwähnten Personen sind, unter der Bedingung, daß sie mit diesen zusammenleben;

2° die Witwer, Witwen, Waisen der in den §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 4. Das Sozialdienst VoE darf die Leistungsempfänger vom Genuß gewisser Vorteilen, die den von einem anderen Sozialdienst gebotenen Vorteilen entsprechen, ausschließen. »

Art. 4. Der zweite Absatz des Artikels 5 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Zu diesem Zweck bekommt diese Vereinigung :

1° was die in Artikel 4 § 1 1° bis 4° erwähnten Abteilungen und Dienste betrifft, eine Subvention, die auf die im Verwaltungshaushalt der Wallonischen Region zu diesem Zweck vorgesehenen Mittel beschränkt ist;

2° was die anderen Dienste und Einrichtungen betrifft, eine Subvention, deren Betrag im gleichen Verhältnis zu der im 1° erwähnten Subvention steht, unter Berücksichtigung der Anzahl der jeweiligen Leistungsempfänger am 30. Juni vor dem betreffenden Haushaltsjahr. »

Art. 5 § 1. Artikel 6 1° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« 1° die Zulassung als Mitglieder der Personen, die den in Artikel 4 genannten Kategorien angehören, mit Ausnahme der in § 1 3° und 4° und in § 3 erwähnten Personen; ».

§ 2. Artikel 6 § 3 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« einen Verwaltungsrat, in dem die Mandate verhältnismäßig unter die Gewerkschaftsorganisationen verteilt werden, die bei den in Artikel 4 § 1 1° bis 7° aufgezählten Abteilungen, Diensten und Einrichtungen vertreten sind, gemäß dem Königlichen Erlaß vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden unterstehen; ».

Art. 6. Es gibt Grund, Artikel 11 desselben Erlasses durch die folgende Bestimmung zu ersetzen :

« Artikel 11. Die zugelassene VoE stellt ausführlich ihren Haushaltsentwurf und ihren Antrag auf Subventionierung auf. Dieser Haushalt beinhaltet die sämtlichen Elementen, die zu seinem Verständnis notwendig sind.

Durch Abgabe aus dem Haushalt übernimmt sie die sämtlichen für ihren Arbeitsverlauf notwendigen Kosten, mit Ausnahme der Kosten für das statutarische Personal.

Die Arbeitsorganisation innerhalb der VoE fällt in die ausschließliche Zuständigkeit des Verwaltungsrates. »

Art. 7. Artikel 12 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 12. Das Personal der zugelassenen VoE ist den statutarischen Regelungen unterworfen, die für das Personal seiner ursprünglichen Abteilung, Einrichtung oder seines ursprünglichen Dienstes bestimmt sind.

Die Verwaltungsakte von jedem Mitglied dieses Personals wird von der ursprünglichen Abteilung, Einrichtung oder dem ursprünglichen Dienst verwaltet. »

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschuften Arbeiten,  
G. MATHOT

VERTALING

N. 93 — 328

[C — 27052]

23 DECEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een sociale dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het akkoord van de Raad van beheer van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi », gegeven op 20 oktober 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 september 1992;

Gelet op het protocol nr. 82 van het Sectorcomité nr. XVI, gegeven op 18 december 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het geboden is de ambtenaren van sommige publiekrechtelijke rechtspersonen onverwijld recht te laten hebben op de door een sociale dienst verleende voordelen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

**Artikel 1.** De titel van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een sociale dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve wordt vervangen door volgende titel :  
« Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Regering ».

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 2. De Executieve bepaalt de personeelsformatie van de Sociale Dienst, v.z.w., alsook de regels tot voorziening van deze betrekkingen. »

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde besluit dient te worden vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. § 1. Begunstigden van de Sociale Dienst zijn de ambtenaren die, uit welke hoofde ook, deel uitmaken van het personeel van de volgende departementen, diensten en instellingen :

- 1° het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 2° het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;
- 3° het Secretariaat van de Executieve;
- 4° de Kabinetten van de Leden van de Executieve;
- 5° de « Office wallon de Développement rural »;
- 6° het « Institut de Service public »;
- 7° de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

§ 2. Zijn ook begunstigden van de Sociale Dienst de gepensioneerde ambtenaren die vóór hun pensionering in dienst waren bij één van de in § 1 bedoelde departementen, diensten en instellingen.

§ 3. Zijn ook begunstigden van de Sociale Dienst :

1° de personen die ten laste zijn van de in §§ 1 en 2 bedoelde personen, op voorwaarde dat zij met deze laatsten samenwonen;

2° de weduwnaars, weduwen en wezen van de in §§ 1 en 2 bedoelde personen.

§ 4. De Sociale Dienst, v.z.w., kan de begunstigden van gelijkaardige voordelen, verleend door een andere sociale dienst, uitsluiten van sommige voordelen. »

**Art. 4.** Het tweede lid van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Daartoe ontvangt deze vereniging :

1° voor wat betreft de in artikel 4, § 1, 1° tot 4° bedoelde departementen en diensten, een toelage die beperkt is tot de daarvoor uitgetrokken kredieten op de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° voor wat betreft elke van de andere diensten en instellingen, een toelage waarvan het bedrag evenredig is met dat van de in 1° bedoelde toelage, rekening houdend met het aantal respectievelijke begunstigden op 30 juni van het bewuste voorafgaand boekjaar. »

**Art. 5.** § 1. Artikel 6, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° de aanvaarding als lid van de personen die behoren tot de in artikel 4 vermelde categorieën, met uitsluiting van deze bedoeld in § 1, 3° en 4°, en in § 3; ».

§ 2. Artikel 6, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« een raad van bestuur waarvan de mandaten proportioneel verdeeld worden tussen de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn bij de in artikel 4, § 1, 1° tot 7° opgesomde departementen, diensten en instellingen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel; ».

**Art. 6.** Artikel 11 van hetzelfde besluit dient te worden vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 11. De erkende vereniging zonder winstoogmerk maakt een gedetailleerd begrotingsontwerp en aanvraag tot subsidiëring op. Deze begroting bevat alle elementen die nodig zijn voor haar begrip.

Zij neemt te harer last door opnemng van deze begroting alle kosten, die noodzakelijk zijn voor haar werking, met uitzondering van de kosten van het statutair personeel.

De organisatie van het werk in de v.z.w. is de exclusieve bevoegdheid van de Raad van bestuur. »

**Art. 7.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 12. Het personeel van de erkende vereniging is onderworpen aan het organiek reglement van het personeel van zijn departement, dienst of instelling van herkomst.

Het administratief dossier van ieder personeelslid wordt beheerd door zijn departement, dienst of instelling van herkomst. »

**Art. 8.** Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1993.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT